

Case

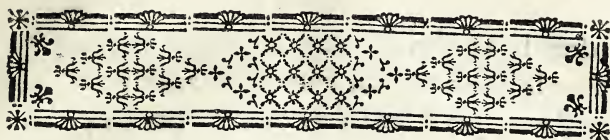
FRC

4194

CAHIER
DE L'ORDRE
DE LA NOBLESSE
DE LA SÉNÉCHAUSSEE
DE GUIENNE.

M7 W7396





C A H I E R
DE L'ORDRE
DE LA NOBLESSE
DE LA SÉNÉCHAUSSEE
DE GUIENNE.

LA Noblesse de la Sénéchaussée de Guienne, pénétrée du plus profond respect pour son Roi, animée du zèle le plus pur pour le bien de l'État, voit renaître, avec transport, l'occasion heureuse d'offrir à son Prince et à sa Patrie un hommage et des sentimens dont elle se fera toujours gloire de montrer l'exemple.

C'est en conciliant les intérêts du Trône et de la Nation, trop long-temps séparés, qu'elle s'est livrée aux travaux qui doivent concourir à régé-

ner la France. Puissent ses efforts assurer à jamais le bonheur d'un Souverain, assez grand pour ne l'avoir point trouvé au faite du pouvoir ! Puisse le résultat de ce grand œuvre National, cimenter la prospérité d'un Peuple auquel il ne manque que la précieuse influence d'une bonne administration !

A la vue du travail immense, préparé par le temps, par l'oubli des principes les plus sacrés, et par une multitude de causes secondes, l'esprit s'étonne, mais le Patriotisme s'éveille. Il n'est pas possible, sans doute, de se flatter que, dans une première cession des États-Généraux, leur zèle et leur activité puissent rendre à la vie, réformer ou créer tant d'objets différens qui seront soumis à leur examen.

Aussi est-ce d'après cette considération que l'Ordre de la Noblesse croit devoir tracer, à ses Députés, une marche qui, sans rien négliger, présentera tous ces objets divers, suivant la graduation de leur importance, dans quatre Sections destinées à les classer.



PREMIÈRE SECTION.

OBJETS préalables, fondamentaux et constitutionnels, qui doivent être arrêtés avant de pouvoir passer à aucune autre discussion.

ARTICLE PREMIER.

ATTENDU que la manière de voter ne peut être réglée que d'après le consentement de chaque Ordre en particulier, il est enjoint aux Députés de ne point s'écarter, à cet égard, de la forme antique et constitutionnelle de voter par Ordre.

ART. II.

Quoique Sa Majesté, par une prévoyance bien digne de sa justice, et par des expressions pleines de bonté, ait cru devoir éloigner toute idée de gêner les suffrages; cependant, comme le passé doit instruire pour l'avenir, il est indispensable

d'arrêter préalablement , que tous les Membres des États-Généraux seront regardés comme personnes inviolables , placées sous la sauve-garde de la foi publique , et libres de faire tous les efforts raisonnables pour l'exécution d'un Mandat , dont ils ne doivent être responsables qu'envers leurs Constituans.

A R T. I I I.

Après s'être assurés de la liberté absolue des avis et des personnes , pendant la tenue des États-Généraux , les Députés de la Noblesse réclameront le maintien de la Constitution Monarchique , et demanderont à faire constater :

1°. La succession au Trône , telle que celle qui , par une suite constante et non interrompue jusqu'à nos jours , nous a évité les troubles indispensablement attachés à tout autre ordre de choses.

2°. La plénitude du pouvoir exécutif résidant uniquement dans la personne du Monarque.

3°. La reconnoissance du droit ancien et imprescriptible qu'à la Nation d'accorder seule tous les Impôts directs ou indirects ; de concourir , essentiellement avec le Monarque , à la formation des Loix de toute espèce , générales ou particulières , hors les Réglemens nécessaires pour faire

exécuter tout ce qui aura été déterminé par les Etats assemblés.

A R T. I V.

La liberté individuelle étant le premier rapport qui doit résulter de toute société bien constituée, les Députés aviseront à tous moyens qui pourront l'assurer inviolablement; mais attendu que, dans un tel sujet, la justice et l'humanité commandent de ne pas perdre un instant; qu'un jour ajouté à la captivité d'une victime du pouvoir arbitraire, devient un crime de la Société chargée de la protéger; comme enfin le premier acte de la Nation Françoisse, réunie et rendue à ses droits, doit être un hommage à la liberté, les Députés demanderont :

1°. Qu'il soit formé un Comité, dans le sein des États-Généraux, pour faire la recherche et l'examen de toutes les Prisons qui sont soustraites à la juridiction des Tribunaux.

2°. Qu'après cet examen, Sa Majesté soit suppliée de rompre les fers des malheureux que de faux exposés, des trames ourdies par les passions et l'intrigue, ou même de légères foiblesses, auroient conduits dans ces affreux séjours; de renvoyer devant leurs Juges naturels ceux qui, par des

délits constatés, appartiennent à la Loi, qui doit seule les punir : enfin, de rendre à leur état et à la liberté ces illustres et respectables Militaires, qui, lors des suites désastreuses des Édits du 8 Mai, n'oublèrent jamais qu'ils étoient Citoyens, préférèrent des disgraces éclatantes à de viles récompenses, plutôt que de tirer l'épée contre une Patrie à laquelle leur sang est dû pour la défendre, et non pour l'opprimer.

3°. Qu'après un préalable qui fera certainement connoître à quel degré peut monter l'abus de ces ordres vexatoires, si connus sous le nom de Lettres-de-Cachet, il soit statué sur leur suppression absolue ; et parmi les moyens à présenter pour parvenir à un but si desirable, ils demanderont d'abord l'exécution des anciennes Ordonnances, qui veulent que, dans les vingt-quatre heures, les Tribunaux prennent connoissance de la capture de tout Citoyen arrêté en vertu d'un ordre quelconque, et qu'il soit fait une nouvelle Loi pour admettre les cautions, dans tous les cas où le détenu ne sera point accusé d'un délit qui entraîne peine afflictive.

A R T. V.

Un des moyens les plus sûrs de prévenir désor-

mais les malheurs qui affligent la France depuis si long-temps, est sans doute le retour périodique des États - Généraux. C'est pourquoi les Députés demanderont que ce retour soit fixé invariablement à une distance peu éloignée, et que même elle soit nécessairement rapprochée, dans tous les cas, d'une urgence indispensable, telle qu'une guerre malheureuse, ou une Régence; mais avec la réserve expresse qu'aucune Commission intermédiaire ne puisse être établie dans l'intervalle, attendu que les Cours Souveraines, avouées par la Nation entière, et responsables envers elle, doivent être seules chargées d'enregistrer, sans modification quelconque, les Loix qu'elle aura faites; de les garder avec une surveillance scrupuleuse, et de les garantir contre toute entreprise.

A R T. V I.

Le Règlement du 24 Janvier dernier, et les Lettres de Convocation qui l'ont précédé, étant contraires aux droits et aux usages nationaux, contenant d'ailleurs plusieurs vices essentiels, ne peuvent être considérés que comme une simple instruction informe, dénuée de tout caractère obligatoire; en conséquence, les Députés demanderont qu'il soit fait une Loi, qui, relative aux changemens

et aux autres rapports survenus depuis la dernière venue des États, règle leur formation pour l'avenir, par des combinaisons plus régulières.

A R T. V I I.

Comme il est essentiel que chacune des parties du Corps politique connoisse les limites du pouvoir que la nature, la raison et la loi lui ont départi, dans le but unique de se fortifier mutuellement et non de se détruire, les Députés demanderont qu'il soit fait une loi fondamentale, qui établisse et consacre tous les articles ci-dessus énoncés, et afin de pouvoir se livrer, avec confiance et sécurité, aux autres objets qui doivent les occuper, ils n'entreprendront aucune espèce de travail avant que lesdits articles aient été définitivement arrêtés.



SECONDE SECTION.

OBJETS sur l'obtention , desquels les Députés seront chargés d'insister fortement pendant la première tenue des États-Généraux.

ARTICLE PREMIER.

LES Députés demanderont à connoître , avec la plus sévère exactitude , l'état actuel des Finances , non-seulement dans leur ensemble , mais encore dans les détails particuliers de chaque Département. Ils rechercheront avec soin l'origine , les progrès et les causes légitimes du déficit.

ART. II.

Après cet examen , les Députés demanderont :

1°. Que la dette Nationale soit invariablement consolidée.

2°. Que les sommes attribuées à chaque Dé-

partement soient fixées, même celles de la Maison de Sa Majesté, d'après l'offre généreuse et paternelle qu'elle en a faite à ses Peuples.

3°. Que tous les ans un compte rendu soit imprimé et publié, dans le plus grand détail, avec la liste des Pensions et les motifs qui les ont fait obtenir.

4°. Que chaque Ministre soit responsable, aux États - Généraux, des infractions qu'il aura faites aux Loix du Royaume, ainsi que du mauvais emploi des Finances de son Département, soit par *inconduite* ou *incapacité*.

A R T. I I I.

Si les Impôts actuels, joints aux réformes, aux ressources de l'économie, et aux autres moyens qui pourront être suggérés, ne sont pas suffisans pour égaliser la recette et la dépense, les Députés sont autorisés à consentir ce qui sera urgent et nécessaire pour en faire le complément; mais seulement jusqu'au temps où la refonte générale des Impôts aura pu être opérée, et les nouvelles formes mises en exécution; et à la charge qu'il soit établi, dans les États de chaque Province, une Caisse Nationale, d'où sortiront, aux échéances arrêtées par les États-Généraux, les fonds destinés

à payer la dette publique , pour être remis directement aux Créanciers de l'Etat , dans l'ordre et le rang qui leur auront été assignés.

A R T. I V.

Les Députés demanderont que la création , l'organisation et le régime des États - Provinciaux , soient arrêtés au sein des États-Généraux , afin que l'administration de chaque Province soit liée avec l'administration générale.

A R T. V.

La liberté de la Presse étant aux affaires publiques ce qu'est une discussion libre dans les intérêts particuliers , les Députés insisteront sur l'abolition de toute censure , et avisèrent aux moyens les plus convenables pour garantir , des atteintes de la licence , la Religion , les mœurs et l'honneur des Citoyens.

A R T. V I.

Comme les réformes multipliées dans l'administration de la justice Civile et Criminelle , exigeront nécessairement un temps considérable pour y présider , les Députés demanderont une Loi provisoire , qui assure une expédition plus prompte , fixe

un ordre invariable dans le rang et l'appel des causes inscrites dans chaque Tribunal , donne la plus grande activité dans les formes , pour vider les Prisons , assigne les moyens les plus humains pour les rendre salubres , et supprime tous *Committimus* , évocations et commissions particulières , en sorte qu'aucun Citoyen , Corps ou Communauté , ne puisse être enlevé à ses Juges naturels et locaux , sauf les cas de droit qui sont indiqués par les Ordonnances actuelles du Royaume , ou qui le seront dans un nouveau corps de législation.

A R T. V I I.

La propriété des Corps et Communes devant être aussi sacrée que celle des Particuliers , non-seulement en vertu de la propriété elle-même , mais encore en raison des vices qui accompagnent toujours une administration éloignée , les Députés rappelleront l'exécution des anciennes Ordonnances , et notamment celle de Blois de 1579 , qui veulent que les Communes administrent seules et librement leurs revenus , et aient une entière liberté dans l'élection de leurs Officiers municipaux. Ils insisteront particulièrement sur les désordres qui règnent aujourd'hui dans la Municipalité de la Ville de Bordeaux , d'après l'anéantissement des principes

de sa Constitution ; et réclameront de la justice de Sa Majesté, de rendre à ses fonctions son premier Magistrat , qui , victime d'un zèle honorable , gémit depuis si long-temps sous les décrets d'un Tribunal incompétent.

A R T. V I I I.

Les sacrifices que la Noblesse est déterminée à offrir pour le bien de l'État, ne doivent pas lui faire perdre de vue les Membres de son Ordre que le sort a dévoué aux malheurs de l'indigence. Sa générosité deviendrait injustice, si quelques nouvelles routes ne lui étoient pas ouvertes pour maintenir la balance qui doit exister dans tous les Ordres de l'Etat. C'est pourquoi les Députés demanderont aux États-Généraux de prendre en considération la Noblesse indigente. Ils proposeront de l'assimiler au régime et aux privilèges dont jouit celle de Bretagne , relativement au Commerce , en l'assujettissant aux formalités prescrites à cet égard.



SECTION TROISIÈME.

OBJETS qui présentent de trop grandes difficultés pour être terminés dans une seule tenue des Etats - Généraux, et qui, exigeant un temps considérable, tant pour l'examen que pour l'exécution, seront seulement proposés.

ARTICLE PREMIER.

LES Députés proposeront de s'occuper de toutes les réformes nécessaires dans l'administration de la justice Civile et Criminelle; et, à cet effet, qu'il soit établi un Comité de Magistrats et de Jurisconsultes, choisis dans l'universalité du Royaume, qui commencera préalablement par la rédaction d'un Code pénal, et rendra compte de son travail à la prochaine tenue des États-Généraux.

A R T. I I.

A R T. I I.

Que Sa Majesté soit suppliée de réformer l'abus des moyens trop multipliés d'acquérir la Noblesse , soit par diverses charges , avec ou sans finance , ou par des Lettres d'anoblissement , obtenues sans vérification de leur exposé ; et que les Députés demandent aux États de pourvoir incessamment à la vérification des Nobles.

A R T. I I I.

Qu'on cherche tous les moyens de favoriser l'Agriculture, le Commerce et l'Industrie utile; de lever les obstacles qui les troublent ou en arrêtent les progrès , tels que les Douanes et droits qui gênent la circulation intérieure , l'excès de ceux qui se perçoivent sur les objets d'exportation , l'obtention ou le renouvellement des privilèges exclusifs , et particulièrement toute espèce de changement dans les monnoies.

A R T. I V.

De consentir à l'aliénation des Domaines Royaux, si elle est jugée nécessaire , pourvu que les États prescrivent la forme obligatoire dans laquelle la

vente en sera faite , et que le produit soit totalement employé à libérer la dette que la Nation aura reconnue.

A R T. V.

Qu'il soit formé un plan d'éducation publique, dont les principes soient analogues à la Constitution Nationale , et que Sa Majesté soit suppliée de nommer un Comité à cet effet.

A R T. V I.

Que la réduction du nombre trop multiplié des Fêtes soit prise en considération , comme nuisant infiniment à l'Agriculture , au Commerce et aux Arts utiles.

A R T. V I I.

Qu'il soit pourvu à une plus grande sûreté publique et intérieure du Royaume , par l'augmentation des Maréchaussées, ou par tel autre moyen que les États jugeront convenable.

A R T. V I I I.

Que Sa Majesté soit suppliée très - instamment de faire rédiger un Code Militaire stable, qui conserve à l'ancienneté les avantages précieux d'une

longue expérience, qui assure, dans chaque classe, la juste considération et les récompenses dues au mérite; maintienne la subordination nécessaire au succès et à la gloire de nos armes; rassure l'état des Officiers, en leur accordant des Juges réguliers, lorsqu'ils sont inculpés; fixe les moyens les plus sages, les plus économiques et les plus humains de procurer au Soldat sa nourriture, son entretien, un logement sain, et supprime enfin ces châtimens avilissans, qui n'inspirent qu'un dégoût trop dangereux pour le service de la Patrie.

A R T. I X.

Afin que la seconde Assemblée Nationale puisse adopter les plans les plus sages sur tous les objets d'administration, que Sa Majesté soit suppliée de former plusieurs Comités de Législation, Guerre, Marine, Finances, Agriculture, Commerce et Arts, composé de personnes éclairées, désignées par la voix publique, et qui soient autorisées à appeller encore le concours de toutes les lumières de la Nation.



QUATRIÈME SECTION.

Octroi de l'Impôt.

ARTICLE PREMIER.

APRÈS que les Députés auront obtenu les articles de la première Section, délibéré sur ceux de la seconde, et proposé ceux de la troisième, ils seront autorisés à consentir à la propagation des Impôts actuels, ou à la création de nouveaux, en observant cependant :

1°. Que tous les Impôts, soit prorogés, soit créés, directs ou indirects, ne dureront que jusqu'à l'époque fixée pour la tenue la plus prochaine des États-Généraux, auquel temps ils cesseront de droit et de fait.

2°. Que tous Impôts indirects, prorogés ou créés, seront simplifiés et tarifés de la manière la plus précise.

3°. Que les Impôts directs, connus sous le nom de Taille, Corvée, Capitation, Dixième et Vingtième,

seront supprimés et représentés par deux nouveaux, seuls et uniques, dont l'un sur les Capitalistes, et l'autre sur les Propriétaires d'immeubles.

4°. Que dans les diverses manières d'asseoir ce dernier sur les propriétés foncières, produisant fruits annuels, l'Impôt en nature sur ces fruits sera indiqué, comme étant le seul peut-être qui réunisse les avantages d'une prestation facile et d'une juste proportion au revenu des contribuables.

5°. Que les États Provinciaux soient spécialement chargés de l'assiette et répartition desdits Impôts, avec la faculté de verser directement dans le Trésor Royal, les sommes qui devront lui être remises, et de retenir celles destinées aux frais de l'Administration dans chaque Province.

A R T. I I.

Mais de quelque manière que soient assis définitivement lesdits Impôts, l'Ordre de la Noblesse charge ses Députés de déclarer qu'il renonce formellement à toute distinction à cet égard, qu'il entend les supporter avec la plus entière égalité ; soit dans la répartition qui en sera faite, soit dans la forme de les acquitter.

A R T. I I I.

S'il étoit proposé quelqu'objet de délibération important, non prévu dans le présent Cahier; il est enjoint à nos Députés de prendre nos instructions ultérieures à cet égard.

Clos et arrêté le 7 Avril 1789, à quatre heures de relevée, dans l'Assemblée de la Noblesse de la Sénéchaussée de Guienne, et par son ordre, en présence de M. le grand Sénéchal, qui l'a signé au bas de chaque page, ainsi que le Secrétaire et les Commissaires, à la fin d'icelui. *Signés* CALATHEAU, Commissaire; le Chevalier DE CASAUX, Commissaire; DE SENTOUT, Commissaire; le Vicomte DE SÉGUR, Commissaire; le Chevalier DE VERTHAMON, Commissaire; le Chevalier GAUFRETEAU DE LA GORGE, Commissaire; le Marquis DE MONS DE DUNES, Commissaire; MARBOTIN-CONTENEUIL, Commissaire; le Chevalier FROGER DE LARIGAUDIERE, Commissaire; le Vicomte DE PONTAC, Commissaire; LAVIE, Commissaire; CHILLAUD aîné, Commissaire.

« Sans néanmoins entendre approuver tout ce
 » qui, dans le présent Cahier, seroit contraire à
 » la Lettre de Convocation de Sa Majesté, au

» Règlement de son Conseil , et autres résultans
» des instructions que j'ai reçues. »

Signé DUPERIER, et DE ÇAZALET, Secrétaires.

Nota. Que les Cahiers ont été arrêtés à la majorité de 213 voix contre 24, non compris, de part et d'autre, les Procurations.

F I N.

